

## RAPPORT DE GESTION ANNUEL - 2020

FONDS : ARC PATRIMOINE

OPCVM RELEVANT DE LA DIRECTIVE 2009/65/CE

## Tableau de bord des marchés financiers, 31 décembre 2020

## Indices Actions

Europe	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
Euro stoxx 50	3 552,6	-5,1%	24,8%
Stoxx Europe 600 GR	879,6	-2,0%	26,8%
CAC 40 Index	5 551,4	-7,1%	26,4%
DAX 30	13 718,8	3,5%	25,5%
FTSE MIB	22 232,9	-5,4%	28,3%
FTSE 100	6 460,5	-14,3%	12,1%
SWISS MKT	10 703,5	0,8%	26,0%

Amériques	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
S&P 500 Index	3 756,1	16,3%	28,9%
Dow Jones	30 606,5	7,2%	22,3%
Nasdaq	12 888,3	43,6%	35,2%
Bovespa (Brazil)	119 017,2	2,9%	31,6%
Merval (Argentina)	51 226,5	22,9%	37,6%

Asie	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
Hang seng	27 231,1	-3,4%	9,1%
Nikkei 225	27 444,2	16,0%	18,2%
Shanghai CSI 300	5 211,3	27,7%	35,6%
BSE 30 (India)	47 751,3	15,8%	14,4%



Monde	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
MSCI Emerging Mkts	208,4	2,2%	8,1%
MSCI AC World	221,2	-2,9%	17,1%
S&P Global 100	2 554,4	16,6%	26,8%
MSCI All World Growth	436,4	32,4%	31,1%

## Niveaux des taux d'intérêts

\* variations en bps

Souverains	Valeur	2020*	2019*
France 10y	-0,34	-46	-59
German 10y	-0,57	-38	-43
UK 10y	0,20	-67	-41
US T-Note 10y	0,91	-100	-77
Japan 10y	0,02	-3	-5
Greece 10y	0,62	-81	-292
Spain 10y	0,05	-42	-95
Italy 10y	0,54	-87	-133

Indices US	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
Investment grade US	2 392,0	7,5%	8,7%
High yield US	2 338,1	7,1%	14,3%

Indices Europe	Valeur	Perf 2020	Perf 2019
Investment grade Eur	255,75	3,6%	7,2%
High yield Eur	420,19	1,8%	12,3%

NB: la variation des taux est exprimée en points de base et lorsque les taux d'intérêt sont en hausse sur la période cela implique une baisse sur le prix des obligations.

Source : Bloomberg, Financière de l'Arc.

## Revue des évènements de l'année 2020

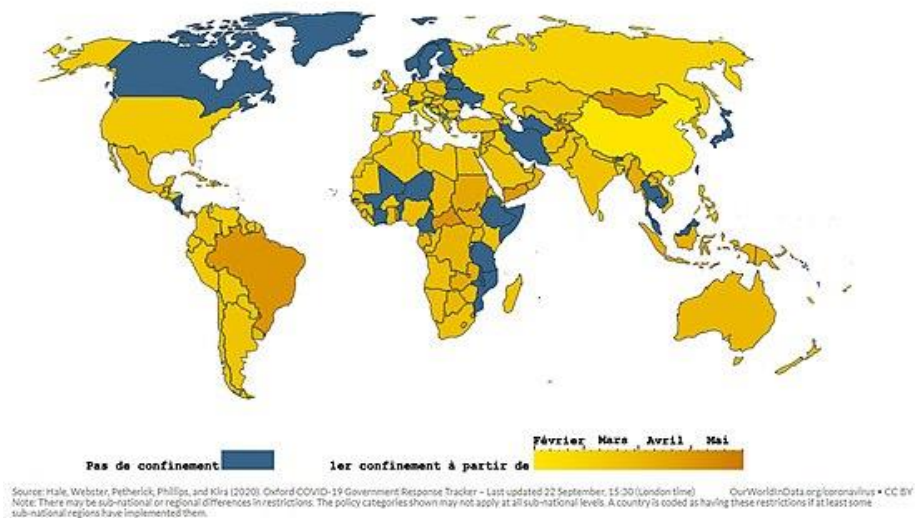
## • Apparition du coronavirus – COVID-19

L'année 2020 restera dans la mémoire de chaque investisseur. Tout avait bien commencé, avec un cycle économique en phase d'accélération, un marché boursier en forte progression, des rendements à la baisse permettant aux obligations d'offrir des performances positives, et un marché des devises stable. À ce moment-là, le coronavirus ressemblait à une petite grippe qui devait pouvoir être facilement jugulée par les autorités chinoises. Or, quelques mois plus tard, l'épidémie se propageait à l'ensemble de la planète, devenant une pandémie capable de surcharger les urgences des hôpitaux. Les responsables politiques du monde entier ont fait un choix : protéger, quoiqu'il en coûte, leur population, faisant passer l'aspect sanitaire avant les considérations économiques. Pour endiguer cette pandémie, les pays ont dû prendre des mesures drastiques de confinement de la population, provoquant un arrêt brutal de l'activité économique. Ainsi, au cours du premier semestre, plus de 4 milliards de personnes ont été contraints de rester confinés. Aucune des dernières crises (bulle

internet des années 2000, faillite de Lehman en 2008, crise des dettes européennes en 2011) n'a eu un tel impact sur l'activité des pays et sur la vie des individus. Des pans entiers de l'économie ont été à l'arrêt : restauration, hôtellerie, loisirs... tous les commerces dits « non essentiels » ont été dans l'obligation de fermer le rideau.

### Politique de confinement durant la pandémie COVID

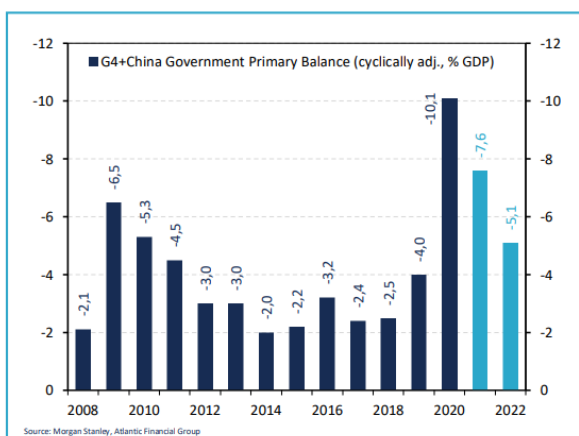
du 1er janvier 2020 au 21 septembre 2020



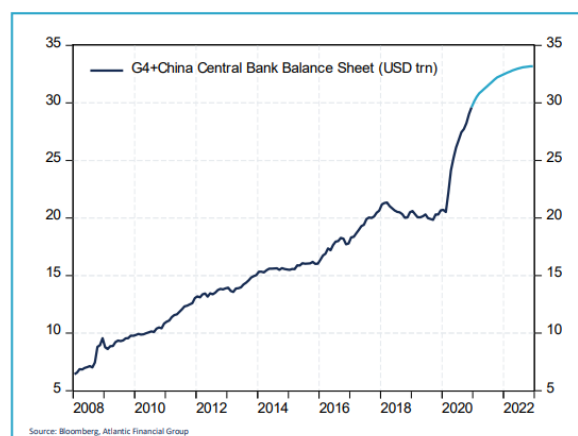
- **Intervention des banques centrales et soutien des États**

Parallèlement, un soutien budgétaire hors norme a été mis en œuvre (cf. graphique 2), afin de limiter les faillites et les licenciements. En agissant ainsi, les gouvernements ont cherché à faire de l'effondrement de l'activité économique une période temporaire et à permettre une reprise dynamique avec un appareil productif intact. Soutenus par les banques centrales (cf. graphique 3), qui ont promis d'acheter toute la dette nécessaire afin d'éviter une hausse des taux qui alourdirait la charge de la dette, les États sont parvenus à maintenir la confiance des acteurs économiques. À titre d'exemple, l'Allemagne dont la rigueur budgétaire a longtemps été source de critiques parmi ses voisins européens, a dégainé un plan de plus de 750 milliards d'euros pour atténuer l'impact de l'épidémie.

**Graphique 2 – Soutien budgétaire mondial**



**Graphique 3 – Soutien monétaire mondial**

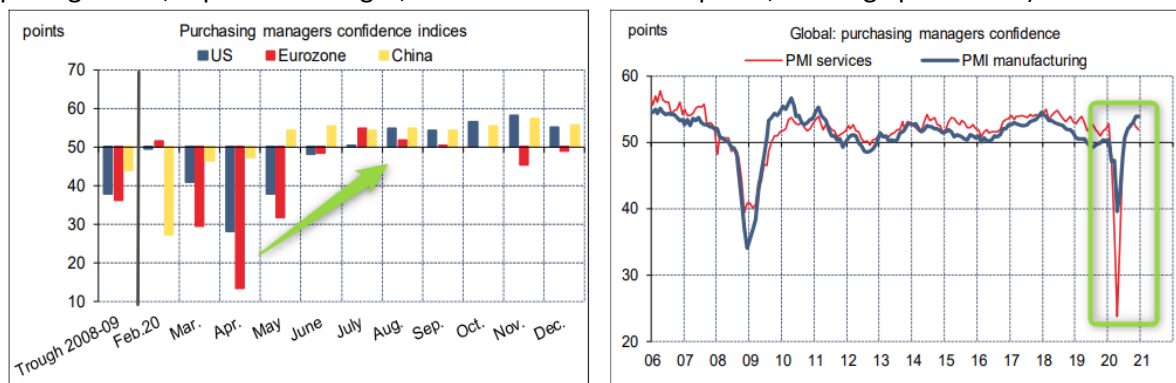


Source : Morgan Stanley et Atlantic Financial Group pour le graph. 2 et Bloomberg et Atlantic Financial Group pour le graph. 3.

- **Déconfinement en été, fort rebond de l'activité et élections américaines**

Ce ne fut qu'à l'été que la levée des confinements a entraîné un vif rebond de l'économie mondiale. Le moteur de la consommation tournant à plein régime, notamment aux États-Unis en Chine et en Europe. La dépression des entreprises du T1 et T2, lors du 1<sup>er</sup> confinement, a été rapidement

surmontée (cf. graphique ci-dessous), là encore grâce à la mise en place de dispositifs de sauvegarde (prêts garantis, reports de charges, aides directes aux entreprises, chômage partiel etc.).



Source : Oddo BHF

L'autre évènement majeur de l'année se tenait outre-Atlantique, avec les très attendues élections présidentielles en novembre. Sans véritable surprise, c'est le candidat démocrate Joe Biden qui a été déclaré victorieux. Cependant nous en garderons un souvenir au travers de la cacophonie qui a entouré l'annonce définitive des résultats, le Président sortant D. Trump refusant d'accepter les résultats et évoquant une fraude massive lors de ces élections. Le mois de novembre aura également vu les craintes d'une 2<sup>ème</sup> vague de la pandémie se confirmer, amenant plusieurs pays à prendre de nouvelles mesures de confinement, moins strictes cependant que le 1<sup>er</sup> épisode, mais pénalisantes économiquement pour un bon nombre de secteurs.

- *Découverte des vaccins et un accord de Brexit de dernière minute*

Les laboratoires pharmaceutiques ont été extrêmement réactifs dès l'identification de la souche du virus pour trouver rapidement un vaccin. Des moyens humains et financiers colossaux ont permis d'annoncer la découverte de vaccins efficaces contre la Covid-19. Le 9 novembre, Pfizer et BioNtech ont été les premiers à annoncer la découverte d'un vaccin. Une semaine plus tard, c'était au tour du laboratoire américain Moderna d'annoncer l'efficacité de son vaccin, suivi ensuite par le laboratoire britannique AstraZeneca. Ces annonces auront été saluées par les marchés par un mois de novembre historique en termes de performance boursière.

Enfin comment ne pas parler de nos chers voisins anglais qui, après 47 ans de vie commune ont enfin trouvé un accord in extremis le 24 décembre avec l'Union Européenne. Un accord « équilibré » selon les deux parties, et un soulagement de chaque côté de la Manche : un *no-deal* aurait eu des conséquences économiques graves, en entraînant par exemple une hausse des frais de douane.

#### Impact sur les marchés financiers

Ainsi, après un « Bear market » éclair, entre le 19 février et le 23 mars, les marchés boursiers n'ont cessé de rebondir pour atteindre de nouveaux sommets moins de six mois plus tard. Néanmoins, la reprise économique ne profite qu'à certains secteurs d'activité : la désormais célèbre reprise en K. Les entreprises énergétiques ou financières n'ont pas réussi à effacer leurs pertes initiales. Elles ont respectivement été pénalisées par la faiblesse des prix du pétrole et par l'aplatissement de la courbe des taux. Sur le marché obligataire, les banques centrales étant à la manœuvre pour faire baisser les rendements, les investissements obligataires ont continué d'offrir des performances positives. Enfin, comme souvent dans les périodes chahutées, l'or a bénéficié de son statut de valeur refuge, atteignant lui aussi son sommet historique.

L'année qui vient de s'écouler restera dans nos mémoires comme celle où tout est devenu possible, le meilleur comme le pire. Les crises sont révélatrices et agissent comme des accélératrices de tendances de fond déjà initiées auparavant. 2020 est une année de basculement, d'un ancien monde vers un nouveau. Le choc de la fin d'hiver et le confinement provoqué par le virus sont des évènements d'une brutalité que peu d'économistes auraient pu imaginer. Le recul de croissance engendré par cette fermeture au deuxième trimestre a été plus violent que les récessions engendrées par les guerres ou par la grande dépression de 1929.

**Performances**

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2020, ARC PATRIMOINE affiche une baisse de 11,09 % pour la part C (FR0010010876), contre une performance de +3,32 % pour son indice de référence (1/3 MSCI World Index NR, 1/3 €STR capitalisé et 1/3 FTSE MTS Eurozone Government Bond 3-5Y). La performance de la part I est quant à elle de -10,45 % (vs +3,32 % pour son indice).

Sur 1 an, la volatilité du FCP est de 11,77 % (en pas quotidiens) contre 9,83 % pour l'indice. Depuis la reprise du fonds (septembre 2011), la volatilité est de 5,48 % contre une volatilité de 4,39 % pour l'indice de référence.

Notre exposition nette actions (comprenant les produits dérivés et les OPC) est, elle, de 43,16 % au 31/12/2020. Le FCP présente une exposition aux devises hors EUR de 25,9 % (max 30 %), avec un investissement principalement en dollar (USD).

Sur la poche obligataire (titres en direct, 32,40 % au 31.12.2020) la sensibilité du fonds est de 4,48 en ligne avec son prospectus (fourchette comprise entre -5 et +5) et la durée de 4,53.

Au 31/12/2020, le fonds présente une poche de liquidités de 3,07 %

Les principaux contributeurs à la performance absolue du FCP sur l'année ont été les suivants :

**Contributions**

Contributions positives				Contributions positives			
Titres	Perf. 2020	Ctr 2020	Poids au 31/12/2020	Titres	Perf. 2020	Ctr 2020	Poids au 31/12/2020
AMAZON.COM	68,03%	0,95%	1,58%	UNITED TECHNOLOGIES	-47,22%	-1,54%	Clôturée
FEDEX CORP	65,66%	0,80%	1,48%	BOEING	-42,52%	-0,81%	Clôturée
LVMH	24,66%	0,77%	2,21%	UNICREDIT SPA	-41,26%	-1%	Clôturée

La contribution à la performance s'articule comme suit :

Classe d'actifs		Total
<b>Poche Actions</b>		<b>-0,14%</b>
<b>Poche Dérivés</b>	Stratégie Future	<b>-3,32%</b>
	Stratégie Option	<b>0,10%</b>
<b>Poche Dérivés Total</b>		<b>-3,22%</b>
<b>Poche Multigestion</b>		<b>-4,00%</b>
<b>Poche Obligataire</b>		<b>-0,01%</b>

Stratégie Futures et Option	
Future s/ Indice	<b>-2,73%</b>
Future s/ Devise	<b>-0,59%</b>
Future s/ Taux	<b>0,01%</b>
Option EuroStoxx Banques	<b>0,10%</b>

Poche Obligataire	
Dettes d'entreprise	<b>-1,09%</b>
Dettes banque/assurance	<b>0,18%</b>
Dettes d'État	<b>0,42%</b>

Le delta de performance étant à rapprocher des frais de fonctionnement ainsi que des frais de gestion du fonds.

Dans ce contexte, la performance d'Arc Patrimoine est décevante en comparaison à son indice de référence. Notre sélection de fonds dans notre poche de multigestion, couplée à une inefficacité de la stratégie de couverture et plus généralement de la stratégie future, ont lourdement grevé 2020. Pour

la poche actions (titres en direct), la contribution est de -0.14%. La réallocation des liquidités en mars sur des valeurs à forte croissance nous a permis d'afficher une performance correcte sur le segment.

S'agissant de la poche des dérivés, nous avons tiré plusieurs enseignements de la politique de couverture actions inefficace en 2018 et en 2019, et nous avons choisi de privilégier la couverture optionnelle tant que le contexte de volatilité court terme perdurera. Ainsi, la couverture actions via les futures s'est exercée seulement à titre exceptionnel et le plus souvent en cas de risque politique. Cependant cette stratégie a été décevante sur l'année. En effet la contribution est négative d'environ 3.2%. Le timing de mise en place et de sortie de positions n'a pas été appréhendé au mieux au cours de la crise du COVID-19 en mars.

La poche « multigestion », gérée via des OPC ou des trackers, affiche une contribution négative de 400 points de base sur l'année 2020. Cette contribution est essentiellement due à la performance de deux fonds : H2O Multiequities (-225 bp) et Polar UK Absolute Equity (-139 bp). Ces deux fonds ont été surpris par la violence du choc boursier du début d'année lors de l'expansion internationale du virus SARS-COV2. Ils affichaient jusque là des performances robuste et généraient de l'alpha, d'où leur présence dans notre allocation. En dehors de ces deux fonds, la dispersion des contributions est assez normale. Sur les 30 positions détenues au cours de l'année, 12 affichent une contribution positive, avec en tête le tracker VanEck Junior Gold Miners (+71 bp) qui investit sur les minières aurifères, suivi de Comgest Monde (+37bp) et du tracker Ishares Core Euro Corporate Bond (+32bp). Du côté des contributeurs négatifs, nous pouvons également citer notre exposition émergente, notamment sur la partie obligataire qui totalise 121 points de base répartis sur trois supports.

### *Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice*

#### ► **Mouvements sur la poche Actions**

Classe d'actifs	Titres	Acquisitions	Cessions	Total
Actions	CHRISTIAN DIOR SE	308 710,56 €	777 320,03 €	1 086 030,59 €
Actions	JPMORGAN CHASE & CO	274 579,37 €	697 425,91 €	972 005,28 €
Actions	UNICREDIT SPA	516 297,10 €	278 955,94 €	795 253,04 €
Actions	PAYPAL HOLDINGS INC	362 244,12 €	296 881,52 €	659 125,64 €
Actions	ZSCALER INC	353 394,41 €	269 196,31 €	622 590,72 €

#### ► **Mouvements sur la poche obligataire**

Classe d'actifs	Titres	Acquisitions	Cessions	Total
Obligations	ACGB 2 3/4 06/21/35	908 393,28 €		908 393,28 €
Obligations	LHNVX 2 3/8 04/09/25	410 960,00 €	441 076,00 €	852 036,00 €
Obligations	BTPS 2.8 12/01/28	749 364,00 €		749 364,00 €
Obligations	ULFP 2 1/8 PERP	354 600,00 €	374 760,00 €	729 360,00 €
Obligations	EDPPL 4.496 04/30/79	425 000,00 €		425 000,00 €

#### ► **Mouvements sur la poche OPC (ETF inclus)**

Classe d'actifs	Titres	Acquisitions	Cessions	Total
OPC	BNP PARIBAS CASH INVEST	5 001 839,80 €	5 000 067,68 €	10 001 907,48 €
ETF	X ITRAXX CROSSOVER SH SWAP	2 456 461,15 €	2 369 091,40 €	4 825 552,55 €
ETF	X ITRAXX CROSSOVER SWAP	2 093 293,71 €	2 156 810,08 €	4 250 103,79 €
OPC	UNION PLUS	1 710 551,97 €	1 709 005,41 €	3 419 557,38 €
ETF	VANECK GOLD MINERS ETF UCITS	684 547,21 €	1 701 092,95 €	2 385 640,16 €
OPC	COMGEST MONDE-I	1 125 744,00 €	1 190 727,30 €	2 316 471,30 €
ETF	VANECK JR. GOLD MINERS ETF UCITS	882 227,37 €	1 117 488,01 €	1 999 715,38 €



## PERSPECTIVES 2020

---

L'engagement de toutes les grandes banques centrales en faveur de l'économie, la relance budgétaire et l'embellie des perspectives conjoncturelles grâce aux premiers vaccins ont encore accéléré la progression des marchés financiers. À la suite de l'envolée de ces derniers mois, toutes les catégories d'actifs affichent des valorisations élevées, sachant que les bénéfices pourraient croître moins vite que ne l'intègre le marché. La tendance devrait se poursuivre, faute de mieux et grâce au soutien des banques centrales. La volatilité devrait croître mais des rebonds rapides succéderont selon nous aux éventuels décrochages sachant que les investisseurs considèrent les décrochements comme des occasions d'achat.

De mauvaises surprises pourraient entraîner des corrections, mais les investisseurs disposent selon nous de suffisamment de liquidités en portefeuille pour acheter à la baisse. Sur le sujet souvent évoqué du risque que la hausse des valorisations soit déjà un précurseur de l'inflation, c'est un point qu'il ne faudra pas négliger car l'inflation aurait des implications différentes selon les types d'actifs (négatives pour le monétaire et les emprunts d'État, plutôt positives pour les actions). Le monde qui s'annonce, né en 2020, s'articulera autour de grandes thématiques : digitalisation, développement durable, ubérisation des emplois... Tant de sujets qui sont autant d'opportunités que de dangers. Les banques centrales seront au cœur des enjeux de cette année 2021 et devront arbitrer entre la nécessité de soutenir massivement l'économie avec le développement des infrastructures par exemple et les risques monétaires sous-jacents comme le retour de l'inflation ou la perte de crédibilité des grandes monnaies.

En conclusion le début d'année 2021 devrait rester sous l'emprise du Covid19 mais avec la certitude que les États et les banques centrales maintiendront les filets de sécurité.

## QUELS SONT LES RISQUES ?

---

La principale source d'incertitude concerne, bien sûr le développement de l'épidémie de Covid-19. Certes, le début de la distribution de plusieurs vaccins est de nature à nourrir l'espoir que la diffusion du SRAS-CoV-2 pourrait bientôt être maîtrisée. Mais le recul manque sur la nature de la protection, et sa durée éventuelle, qu'apportent ces vaccins, dont certains sont de conception totalement nouvelle.

Il reste aussi des risques géopolitiques importants pour les prochains mois. Certes, la défaite de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine devrait se traduire par des relations internationales plus apaisées. Mais il est à craindre que seule la forme change. La politique étrangère américaine, et notamment sa politique commerciale, ne devrait pas être profondément modifiée. Les relations conflictuelles des États-Unis avec la Chine résultent d'un consensus assez fort au sein de la classe politique américaine sur la nécessité de répondre à la volonté expansionniste chinoise. Certes, l'administration Biden pourrait renouer avec les organisations multilatérales, se réinscrire dans les traités abandonnés par Donald Trump. Mais la volonté de défendre les intérêts américains avant tout et envers et contre tout perdurerait.

Enfin, nous pensons que de nombreux défis restent à surmonter que ce soit au niveau des ménages (manque de confiance, perte de pouvoir d'achat et augmentation des tensions sociales) qu'au niveau des entreprises (reprise lente, hausse des coûts de production) et des États (perte de crédibilité).

Notre conviction est que les chocs à court terme seront plus fréquents que par le passé et nos inquiétudes concernent trois points : 1/ une baisse de croissance potentiel 2/ l'impact des secteurs économiques en restructuration et 3/ la confiance des acteurs économiques en devenir.

Concernant la stratégie de gestion de cette nouvelle année, ci-dessous nos principales vues ainsi que notre positionnement :

### Actions



**Nous maintenons notre biais positif sur les actions dans la perspective d'un redémarrage économique fort à partir du S2 2021.** Toutefois, compte tenu de la hausse des valorisations et dans un contexte à court terme compliqué, l'impact est plus fort au niveau sectoriel. Les pondérations actions sont modérément augmentées mais sont vouées à l'être, au fil de l'amélioration des prochains mois. Sur le plan tactique, dans l'hypothèse de l'arrivée d'un vaccin, les valeurs cycliques devraient être favorisées. En effet ces dernières sont sous-valorisées, et pourraient profiter également d'un positionnement trop défensif des investisseurs. Néanmoins, nous sommes alertés par les niveaux de valorisation de certains secteurs comme la technologie, ce qui nous amène à rester prudent sur la zone US.



**Nous surpondérons les actions européennes.** Malgré les nouvelles souches du SARS et la propagation de la pandémie de la Covid-19, qui nécessitent de nouvelles restrictions sanitaires, la région est bien positionnée en cas de redémarrage de l'économie. La bonne performance du 3<sup>-ème</sup> trimestre 2020 se traduit par des révisions haussières des bénéfices. Le confinement pèsera sur l'activité du 4<sup>-ème</sup> trimestre, plus modérément que celui du printemps et sera compensé par des mesures fiscales et de la relance monétaire. Les actions britanniques ont pris quant à elle du retard mais leur valorisation reste attrayante et elles pourraient bénéficier d'une amélioration des chiffres économiques et d'un soutien budgétaire du gouvernement. Cependant le retour du risque « Brexit » nous amène à rester prudent sur cette zone.



**Nous maintenons à « Neutre » les actions américaines.** La prochaine loi de relance budgétaire n'est toujours pas votée. La résurgence de la pandémie sera plus compliquée à contenir que celle de juillet dernier. Le regain verbal de tensions entre les États-Unis et la Chine devrait se poursuivre, même avec le nouveau président, Joe Biden. La vague bleue n'a pas eu lieu pour les démocrates avec un Sénat contesté. La forte progression du Nasdaq constitue une menace pour un certain nombre de valeurs dont la hausse s'est faite sans raison fondamentale.



**Nous maintenons notre vue prudente sur les actions des marchés émergents, notamment en Amérique Latine.** Nous sommes préoccupés par la propagation de la pandémie et voyons moins de place ou de volonté pour des mesures politiques visant à en atténuer l'impact dans de nombreux pays, mais pas tous. Néanmoins, nous restons constructifs sur la Chine où l'activité industrielle a connu un retour progressif à la normale. Cependant, la poursuite de la détérioration actuelle des relations entre les États-Unis et la Chine a insufflé une certaine volatilité que nous suivons.

Alors que nous nous concentrons sur l'année à venir, nous voyons 2021 comme une année de reprise avec des opportunités à la fois sur la croissance et la value. Nous pensons que nous pourrions voir une croissance significative des bénéfices en 2021 avec des attentes de consensus supérieures à 30 %, un exploit que nous n'avons pas observé depuis de nombreuses années. En général, avec une telle



ampleur, le risque est plus grand à la hausse qu'à la baisse car les prévisions ont tendance à sous-estimer le levier opérationnel des entreprises qui ont réduit de façon permanente une partie de leur base de coûts. Il convient toutefois de noter qu'il peut toujours y avoir un risque de retard de vaccination si nous sommes confrontés à une augmentation tardive des infections COVID dans différentes parties du pays du monde.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que l'innovation continuera à jouer un rôle clé au cours de cette reprise et devrait connaître une hausse en raison a) des surprises en matière de bénéfices, b) de la dispersion des valorisations et c) de la faiblesse des valorisations en Europe. Bien que les écarts de valorisation puissent se réduire, les courbes pluriannuelles d'adoption de l'innovation se poursuivent tant en Europe que dans l'économie mondiale et nous avons l'intention de continuer à positionner notre Fonds pour bénéficier de ces opportunités au cours de la nouvelle année.

Taux  
Souverains



**Nous maintenons notre exposition sur les dettes périphériques (Italie, Espagne et Portugal).** Compte tenu des niveaux historiquement bas observés sur l'Italie, nous n'excluons pas de couvrir notre position de façon tactique. Nous conservons notre **exposition sur l'Australie 15 et 30 ans.**

Tactique : recherche de point d'achat sur le taux 10 ans Italien.

Crédit



**Nous restons exposés sur le crédit IG Euro.** Nous investissons nos liquidités de façon sélective et regardons avec intérêt les nouvelles émissions primaires. Nous restons constructifs et tout écartement constituera une opportunité d'achat supplémentaire sur la classe d'actifs.

**Nous conservons notre position longue sur le crédit HY Européen.** Nos investissements au sein de cet univers se concentrent également sur des titres d'émetteurs IG dont le degré de subordination de l'obligation les passe en HY (dettes financières subordonnées et corporates hybrides).

Les nouveaux confinements en Europe et les restrictions plus contraignantes outre-Atlantique ont porté un coût d'arrêt sur la reprise économique en « V » à la fin d'année 2020. Toutefois, l'impact sur l'activité a été plus faible qu'au printemps. Les surprises économiques marquent un fléchissement mais restent raisonnables. Le variant britannique douche les espoirs de sortie de crise dans l'immédiat avec de nouvelles restrictions supplémentaires début 2021. Les campagnes de vaccination ont pris de retard, mais ne remettent pour le moment le scénario de reprise au 2<sup>nd</sup> semestre 2021.

Pour 2021, notre principale source d'optimisme vient de la politique monétaire. Une combinaison de mesures favorables devrait rester en place, avec un potentiel d'amplification en cas de ralentissement économique. Nous pensons que cela maintiendra la volatilité des variables macroéconomiques à de faibles niveaux, réduira le risque de chocs importants et diminuera la probabilité de turbulences financières durables. Par conséquent, nous prévoyons une réduction de la prime de risque de la plupart des actifs risqués liquides pour cette année.

*Achévé de rédiger le **26/01/2021**.*

*Pour l'attribution de performance : les calculs produits ne font pas l'objet d'un contrôle indépendant et sont fournis à titre purement indicatif.*

\*\*\*\*\*

**[Informations relatives aux opérations de financement sur titre – Règlementation SFTR \(« Securities Financing Transaction Regulation »\)](#)**

Au cours de l'exercice, le Fonds n'a pas effectué d'opérations de financement sur titres soumis à la réglementation SFTR, à savoir opération de pension, prêt/emprunt de titres ou de matières premières, opération d'achat/revente ou de vente/achat, opération de prêt avec appel de marge et contrat d'échange sur revenu global (TRS).

\*\*\*\*\*

### Recours à des techniques de gestion efficace de portefeuille

Le Fonds applique une stratégie de gestion active et n'a pas recours aux techniques de gestion efficace du portefeuille au sens de la Directive 2009/65/CE. De plus, au cours de cet exercice, seuls les produits dérivés simples (futures & options) ont été utilisés, avec comme contreparties Oddo Derivatives et GFI Derivatives. Le ratio d'engagement au 31 décembre 2020 s'élevait à 10,85 %, soit 2 378 K€.

\*\*\*\*\*

### ESG

Les OPCVM gérés par la FINANCIERE DE L'ARC ne prennent pas en compte simultanément les critères sociaux, environnementaux, et de qualité de gouvernance des titres sélectionnés.

\*\*\*\*\*

### Financement de la recherche

L'entrée en vigueur de la directive européenne sur les Marchés d'Instruments Financiers (« MIF 2 ») a imposé un certain nombre de nouvelles obligations, notamment en matière de financement de la recherche financière.

Jusqu'à-là, le coût de l'analyse financière était payé par l'exécution, ex-post. Depuis le 3 janvier 2018, il est pris en charge à la FINANCIERE DE L'ARC via un compte de recherche, qui est alimenté par des contrats de commission de courtage partagée, dans le cadre d'un budget défini ex-ante. Le budget de recherche global est établi sur une base au moins annuelle et fait l'objet d'un suivi semestriel (collecte des frais et montants réglés aux fournisseurs de recherche).

Ces frais de recherche constituent une partie des frais d'intermédiation payés à chaque transaction effectuée sur des actions. Les sommes ainsi collectées sont versées par les brokers sur le compte de recherche spécifique (« RPA » - *Research Payment Account*) administré par un prestataire de services d'investissement, le CIC. Les frais de recherche facturés au Fonds ont représenté au maximum 0,1 % du montant de chaque transaction.

À noter que la FINANCIERE DE L'ARC a décidé de prendre à sa charge les frais des recherches macro-économique et Crédit.

La société de gestion a établi une politique de financement de la recherche formalisant les principes en la matière et leur application à la FINANCIERE DE L'ARC. Celle-ci est disponible sur le site internet de la société de gestion : [www.financieredelarc.com](http://www.financieredelarc.com) (rubrique informations réglementaires). Elle tient par ailleurs un comité annuel des fournisseurs de recherche afin d'évaluer la valeur ajoutée de leurs

services et leur coût. Des décisions sont prises quant à l'entrée ou la sortie de nouveaux fournisseurs, leurs prestations et leurs prix.

Les porteurs de parts peuvent obtenir le montant du budget total et les dépenses associées, ainsi que la liste des fournisseurs avec leur rémunération et les avantages/services fournis en contactant la société de gestion à l'adresse suivante : [contact@financieredelarc.com](mailto:contact@financieredelarc.com).

\*\*\*\*\*

### Politique de sélection des intermédiaires

La FINANCIERE DE L'ARC a recours à des prestataires externes qui prennent en charge un dispositif, un service ou une activité qui aurait autrement été du ressort de la société de gestion de portefeuille elle-même.

Cette externalisation est mise en place afin de réaliser des tâches ou fonctions essentielles liées à son activité afin de bénéficier d'une réelle expertise dans les domaines recherchés.

Nature des tâches ou fonctions essentielles externalisées ou déléguées	Périmètre des fonctions déléguées et externalisées	Prestataire(s)
<b>Gestion administrative et comptable des fonds gérés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comptabilisation des opérations</li> <li>- Valorisation des instruments financiers (inventaires valorisés)</li> <li>- Calcul des VL</li> <li>- Rapports semestriels et annuels</li> <li>- Diffusion des VL</li> <li>- Calcul des frais courants</li> <li>- Vie juridique des OPCVM</li> </ul>	BPSS
<b>Centralisateur des ordres de souscriptions - rachats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centralisation des ordres de souscriptions</li> <li>- Centralisation des ordres de rachat</li> <li>- Communication à la Société de Gestion, au valorisateur et au dépositaire des ordres centralisés</li> </ul>	BPSS
<b>Trade Support</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matching des ordres</li> <li>- Correct suivi du dénouement des transactions</li> <li>- Correct calcul des frais prélevés par opération</li> </ul>	BPSS
<b>Informatique / Plan de continuité d'activité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion et maintenance de l'infrastructure informatique</li> <li>- Gestion des sauvegardes et du PCA</li> <li>- Conseil et assistance pour l'achat de tout matériel informatique / téléphonique</li> <li>- Conseil dans le choix des prestataires de services en matière informatique, d'internet et de téléphone</li> <li>- Assistance dans la mise en place et l'installation du réseau</li> <li>- Maintenance dudit réseau</li> </ul>	ICONE
<b>EMIR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration des transactions à un référentiel central (EMIR)</li> </ul>	BPSS

## 1. SELECTION DES PRESTATAIRES

---

Chacun des prestataires est sélectionné par la Direction selon les critères suivants :

### 1.1. Les critères internes

Le prestataire sélectionné doit répondre à un certain nombre de critères à savoir :

- Être un acteur reconnu dans le domaine concerné ;
- Avoir été recommandé par d'autres personnes ayant eu recours aux services de ce prestataire ;
- Avoir reçu de sa part des engagements par rapport aux besoins particuliers ;
- Être accepté par le cédant et/ou sponsor de l'opération ;
- Proposer des prestations d'un rapport qualité/prix en ligne avec les pratiques de marché et l'expérience de la FINANCIERE DE L'ARC.

### 1.2. Les critères AMF

La FINANCIERE DE L'ARC se base également sur d'autres critères dits « AMF » indiqués ci-dessous :

- La possibilité pour l'AMF comme pour la FINANCIERE DE L'ARC, de contrôler à tout moment l'activité du délégataire ;
- La possibilité pour la FINANCIERE DE L'ARC d'intervenir auprès du délégataire pour obtenir de lui le respect de la réglementation applicable ;
- L'autorisation pour la FINANCIERE DE L'ARC de résilier à tout moment le contrat signé avec le délégataire et, en cas de résiliation à l'initiative du délégataire, les moyens prévus pour la continuité de la prestation ;
- La FINANCIERE DE L'ARC demeure entièrement responsable de l'activité déléguée ;
- La délégation ne doit pas pouvoir engendrer des conflits d'intérêts ;
- Si le délégataire n'est pas établi dans un Etat partie à l'accord sur l'EEE, la coopération entre l'AMF et les Autorités de surveillance de cet Etat doit être assurée ;
- Le délégataire doit respecter les règles de bonnes conduites applicables à la gestion de FIA.

**Tous ces éléments doivent être clairement formalisés dans la convention signée avec le prestataire.**

## 2. ÉVALUATION DES PRESTATAIRES

---

La FINANCIERE DE L'ARC restant pleinement responsable du respect de toutes ses obligations professionnelles, il est essentiel qu'elle s'assure du respect de certaines dispositions par les prestataires et garde la maîtrise des tâches et fonctions essentielles qu'elle a externalisées.

Une revue interne est réalisée au moins annuellement pour chaque tâche externalisée. Cette évaluation est formalisée et validée par les Dirigeants en collaboration avec les collaborateurs travaillant en ligne avec les prestataires.

### 3. LE CONTROLE MIS EN PLACE

---

Le premier niveau de contrôle est assuré par les opérationnels et la Direction qui sont en charge de l'archivage de l'ensemble des documents cités dans cette procédure.

Le RCCI assure un contrôle de 2<sup>nd</sup> niveau en vérifiant que la personne chargée du contrôle de 1<sup>er</sup> niveau a bien procédé à l'archivage de l'ensemble des documents conformément aux règles établies dans cette procédure.

\*\*\*\*\*

#### Politique de rémunération

La politique de rémunération précise les règles de calcul et les modalités de versement de l'enveloppe globale des rémunérations allouées par le comité de direction au titre d'un exercice donné aux collaborateurs concernés. Cette enveloppe globale des rémunérations comprenant la rémunération fixe et la rémunération variable des collaborateurs. Le dispositif mis en place par la FINANCIERE DE L'ARC s'applique à l'ensemble des collaborateurs de la FINANCIERE DE L'ARC.

La politique s'applique aux rémunérations numéraires suivantes : (i) la part fixe des rémunérations des collaborateurs salariés concernés et (ii) la partie variable (hors dividendes ou intéressement) de la rémunération des collaborateurs salariés concernés.

La fonction de surveillance, telle que définie par la réglementation, est assurée par le comité de direction de la FINANCIERE DE L'ARC. Il est composé du président de la société et de son directeur général.

Les règles fixées par la politique sont élaborées de telle sorte que le niveau des rémunérations totales attribuées soit en lien avec la richesse créée par FINANCIERE DE L'ARC sur le long terme, et que ces règles permettent également un alignement d'intérêts entre la Société de Gestion et ses clients.

Sept principes fixent donc le cadre de la rémunération des collaborateurs.

Le dispositif repose sur trois piliers :

- Un pilier quantitatif (basé par exemple pour les gérants sur les performances des OPC gérés et la production en fonction des tâches de chacun pour les collaborateurs autres que les gérants) ;
- Deux piliers qualitatifs :
  - o Le premier s'intéressant au risque opérationnel (rigueur, respect des processus de gestion ou d'analyse mis en place, participation à la comitologie) et au risque d'absence de cohésion au sein de la FINANCIERE DE L'ARC (participation au collectif de l'entreprise / la vie collaborative, civisme). L'esprit d'initiative (à travers par exemple la mise en place de nouveaux outils) participe à la prévention de ces deux risques ;
  - o Le second s'attachant au risque règlementaire (respect du code de déontologie, de la réglementation, des politiques et procédures en vigueur à la FINANCIERE DE L'ARC, de l'éthique normalement attendue d'un collaborateur...).

Les poids des piliers seront les suivants : 50 % pour le premier et 25 % chacun pour les deuxième et troisième piliers.

La rémunération variable est conditionnée à un résultat courant avant impôts (RCAI) de la société de gestion d'au moins 400 K€. Ceci permet de s'assurer qu'elle est compatible avec la situation financière de la société de gestion dans son ensemble.

Les détails de la politique de rémunération sont disponibles sur le site internet <https://financieredelarc.com/informations-reglementaires/>.

### **Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel**

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par la FINANCIERE DE L'ARC à l'ensemble de son personnel, soit 11 personnes bénéficiaires au 31 décembre 2020 s'est élevé à 781 369 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par la FINANCIERE DE L'ARC sur l'exercice 2020 : 751 044 euros, soit 96 % du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par la FINANCIERE DE L'ARC lors de l'exercice 2020 : 30 324 euros, soit 4 % du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable. Par ailleurs, aucun dispositif de « *carried interest* » n'a été mis en place.

Le comité de direction de la FINANCIERE DE L'ARC assurant la fonction de surveillance de la politique de rémunération a mené un examen annuel afin de s'assurer de la conformité de cette dernière et de sa bonne application. Aucune irrégularité n'a été constatée.

*Les politiques de rémunération et de sélection des intermédiaires financiers sont disponibles sur notre site internet [www.financieredelarc.com](http://www.financieredelarc.com) au sein de la rubrique « Informations règlementaires »*





61, rue Henri Regnault La Défense  
92400 COURBEVOIE  
France  
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00  
Fax : +33 (0)1 49 97 60 01  
[www.mazars.fr](http://www.mazars.fr)

## **FCP ARC PATRIMOINE**

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

## **FCP ARC PATRIMOINE**

260, Rue Guillaume du Vair  
13546 Aix-en-Provence

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux porteurs de parts du FCP ARC PATRIMOINE,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) ARC PATRIMOINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des OPC et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte évolutif qu'en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée-ci avant. Nous n'exprimons donc pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

*Fait à Courbevoie, le 6 avril 2021*



Pierre MASIERI

## Bilan actif

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Immobilisations Nettes</b>	-	-
<b>Dépôts</b>	-	-
<b>Instruments financiers</b>	<b>21,246,995.70</b>	<b>39,909,715.22</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>6,872,852.84</b>	<b>15,355,655.74</b>
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	6,872,852.84	15,355,655.74
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>5,974,476.39</b>	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	5,974,476.39	-
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Titres de créances</b>	<b>1,129,667.05</b>	<b>561,438.00</b>
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Titres de créances négociables	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Autres titres de créances	1,129,667.05	561,438.00
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Titres d'organismes de placement collectif</b>	<b>7,269,999.42</b>	<b>23,992,621.47</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	7,269,999.42	23,992,621.47
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	-	-
Créances représentatives de titre reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-
Titres empruntés	-	-
Titres donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Instruments financiers à terme</b>	-	<b>0.01</b>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	0.01
Autres opérations	-	-
<b>Autres Actifs : Loans</b>	-	-
<b>Autres instruments financiers</b>	-	-
<b>Créances</b>	<b>249,968.04</b>	<b>135,997.82</b>
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	249,968.04	135,997.82
<b>Comptes financiers</b>	<b>493,634.74</b>	<b>3,563,229.85</b>
Liquidités	493,634.74	3,563,229.85
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>21,990,598.48</b>	<b>43,608,942.89</b>



## Bilan passif

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Capitaux propres</b>	-	-
<b>Capital</b>	25,245,481.11	45,809,445.59
<b>Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)</b>	-	-
<b>Report à nouveau (a)</b>	-	-
<b>Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)</b>	-3,134,409.47	-2,949,933.00
<b>Résultat de l'exercice (a,b)</b>	-177,855.57	661,119.50
<b>Total capitaux propres</b> (= Montant représentatif de l'actif net)	<b>21,933,216.07</b>	<b>43,520,632.09</b>
<b>Instruments financiers</b>	-	-
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	-	-
Dettes représentatives de titres donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Instruments financiers à terme</b>	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
<b>Dettes</b>	<b>57,382.41</b>	<b>88,310.80</b>
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	57,382.41	88,310.80
<b>Comptes financiers</b>	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>21,990,598.48</b>	<b>43,608,942.89</b>

(a) Y compris comptes de régularisations.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

## Hors-bilan

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Opérations de couverture</b>		
<b>Engagements sur marchés réglementés ou assimilés</b>		
<b>Futures</b>		
achat EURO FX CURR FUT (CME) 16/03/2020	-	9,422,605.76
vente EURO-BUND FUTURE 08/03/2021	2,131,680.00	-
<b>Engagements de gré à gré</b>		
<b>Autres engagements</b>		
<b>Autres opérations</b>		
<b>Engagements sur marchés réglementés ou assimilés</b>		
<b>Futures</b>		
achat EURO FX CURR FUT (CME) 15/03/2021	1,251,072.70	-
achat EURO STOXX BANKS (SX7E) 19/03/2021	1,111,500.00	-
<b>Engagements de gré à gré</b>		
<b>Autres engagements</b>		

## Compte de résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Produits sur opérations financières</b>	-	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	185,919.21	1,082,334.34
Produits sur obligations et valeurs assimilées	47,776.45	538,987.82
Produits sur titres de créances	6,500.00	216,800.00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	80.43	3,109.43
Autres produits financiers	-	-
<b>TOTAL I</b>	<b>240,276.09</b>	<b>1,841,231.59</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>	-	-
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur dettes financières	-13,373.01	-11,462.61
Autres charges financières	-	-
<b>TOTAL II</b>	<b>-13,373.01</b>	<b>-11,462.61</b>
<b>Résultat sur opérations financières (I + II)</b>	<b>226,903.08</b>	<b>1,829,768.98</b>
<b>Autres produits (III)</b>	-	-
<b>Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)</b>	<b>-463,164.71</b>	<b>-931,411.74</b>
<b>Résultat net de l'exercice (I + II + III + IV)</b>	<b>-236,261.63</b>	<b>898,357.24</b>
<b>Régularisation des revenus de l'exercice (V)</b>	<b>58,406.06</b>	<b>-237,237.74</b>
<b>Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)</b>	-	-
<b>Résultat (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>-177,855.57</b>	<b>661,119.50</b>

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié. Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

La devise de comptabilité est l'Euro.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus.

Les titres et instruments financiers à terme ferme et conditionnel détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes suivantes :

### Valeurs mobilières

Les titres cotés : à la valeur boursière - coupons courus inclus (cours clôture jour).

Toutefois, les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou cotées par des contributeurs et pour lequel le cours a été corrigé, de même que les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé, sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion (ou du conseil d'administration pour une Sicav), à leur valeur probable de négociation. Les prix sont corrigés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

Les O.P.C. : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée. Les valeurs liquidatives des titres d'organismes de placements collectifs étrangers valorisant sur une base mensuelle, sont confirmées par les administrateurs de fonds. Les valorisations sont mises à jour de façon hebdomadaire sur la base d'estimations communiquées par les administrateurs de ces OPC et validées par le gérant.

Les ETF : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée.

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui applicable à des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Les EMTN font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :

- Les prêts de titres : la créance représentative des titres prêtés est évaluée à la valeur du marché des titres.
- Les collatéraux : s'agissant des titres reçus en garantie dans le cadre des opérations de prêts de titres, l'OPC a opté pour une présentation de ces titres dans les comptes du bilan à hauteur de la dette correspondant à l'obligation de restitution de ceux-ci.

### Instruments financiers à terme et conditionnels

Futures : cours de compensation jour.

L'évaluation hors bilan est calculée sur la base du nominal, de son cours de compensation et, éventuellement, du cours de change.

Options : cours de clôture jour ou, à défaut, le dernier cours connu.

Options OTC : ces options font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'évaluation hors bilan est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du delta et du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.

Dépôts à terme : ils sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal, même s'ils ont une échéance supérieure à trois mois. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent. Toutefois, certains contrats prévoient des conditions

particulières en cas de demande de remboursement anticipé afin de prendre en compte l'impact de hausse de la courbe de financement de la contrepartie. Les intérêts courus peuvent alors être diminués de cet impact, sans pouvoir être négatifs. Les dépôts à terme sont alors au minimum évalués à leur valeur nominale.

## Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion

- 1.90 % TTC maximum pour la part « C »
- 1.00 % TTC maximum pour la part « I ».

La dotation est calculée sur la base de l'actif net, hors OPC Financière de l'Arc. Ces frais, n'incluant pas les frais de transaction, seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés à l'OPC, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiaires (courtage, impôts de bourse, ...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

## Commission de surperformance

Néant.

## Rétrocession de frais de gestion

Néant.

## Méthode de comptabilisation des intérêts

Intérêts encaissés.

## Affectation des résultats réalisés

Capitalisation pour la part « C »

Capitalisation pour la part « I ».

## Affectation des plus-values nettes réalisées

Capitalisation pour la part « C »

Capitalisation pour la part « I ».

## Changements affectant le fonds

Néant.

## Evolution de l'actif net

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
Actif net en début d'exercice	43,520,632.09	63,939,478.97
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'O.P.C.)	1,060,424.35	8,257,838.34
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'O.P.C.)	-16,967,772.78	-31,163,884.99
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	2,457,187.33	3,451,198.00
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-5,374,169.08	-5,020,156.76
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	1,365,852.57	1,111,869.68
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-3,089,763.63	-3,531,253.56
Frais de transaction	-199,634.04	-581,274.74
Différences de change	-92,059.46	479,008.12
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	-425,627.02	5,490,201.84
Différence d'estimation exercice N	1,268,647.78	1,694,274.80
Différence d'estimation exercice N-1	-1,694,274.80	3,795,927.04
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme :	-85,592.63	189,249.95
Différence d'estimation exercice N	-11,420.01	74,172.62
Différence d'estimation exercice N-1	-74,172.62	115,077.33
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-236,261.63	898,357.24
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
<b>Actif net en fin d'exercice</b>	<b>21,933,216.07</b>	<b>43,520,632.09</b>



## Complément d'information 1

	Exercice 31/12/2020
<b>Engagements reçus ou donnés</b>	
Engagements reçus ou donnés (garantie de capital ou autres engagements) (*)	-
<b>Valeur actuelle des instruments financiers inscrits en portefeuille constitutifs de dépôts de garantie</b>	
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	-
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	-
<b>Instruments financiers en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe</b>	
Dépôts	-
Actions	-
Titres de taux	-
OPC	3,205,147.19
Acquisitions et cessions temporaires sur titres	-
Swaps (en nominal)	-
<b>Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire</b>	
Titres acquis à réméré	-
Titres pris en pension	-
Titres empruntés	-

(\*) Pour les OPC garantis, l'information figure dans les règles et méthodes comptables.

## Complément d'information 2

	<b>Exercice 31/12/2020</b>	
<b>Emissions et rachats pendant l'exercice comptable</b>	<b>Nombre de titres</b>	
<b>Catégorie de classe C (Devise: EUR)</b>		
Nombre de titres émis	222,787.953	
Nombre de titres rachetés	4,017,115.801	
<b>Catégorie de classe I (Devise: EUR)</b>		
Nombre de titres émis	0.900	
Nombre de titres rachetés	7.670	
<b>Commissions de souscription et/ou de rachat</b>	<b>Montant (EUR)</b>	
Commissions de souscription acquises à l'OPC	-	
Commissions de rachat acquises à l'OPC	-	
Commissions de souscription perçues et rétrocédées	-	
Commissions de rachat perçues et rétrocédées	-	
<b>Frais de gestion</b>	<b>Montant (EUR)</b>	<b>% de l'actif net moyen</b>
<b>Catégorie de classe C (Devise: EUR)</b>		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	447,748.52	1.70
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
<b>Catégorie de classe I (Devise: EUR)</b>		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	15,416.19	0.89
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
<b>Rétrocessions de frais de gestion (toutes parts confondues)</b>	-	

(\*) Pour les OPC dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé.

## Ventilation par nature des créances et dettes

	Exercice 31/12/2020
<b>Ventilation par nature des créances</b>	
Avoir fiscal à récupérer	
Déposit euros	229,290.50
Déposit autres devises	20,677.54
Collatéraux espèces	
Valorisation des achats de devises à terme	
Contrevaleur des ventes à terme	
Autres débiteurs divers	
Coupons à recevoir	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>249,968.04</b>
<b>Ventilation par nature des dettes</b>	
Déposit euros	
Déposit autres devises	
Collatéraux espèces	
Provision charges d'emprunts	
Valorisation des ventes de devises à terme	
Contrevaleur des achats à terme	
Frais et charges non encore payés	29,701.08
Autres créditeurs divers	27,681.33
Provision pour risque des liquidités de marché	
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>57,382.41</b>

## Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

	Exercice 31/12/2020
<b>Actif</b>	
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>5,974,476.39</b>
Obligations indexées	-
Obligations convertibles	-
Titres participatifs	-
Autres Obligations et valeurs assimilées	5,974,476.39
<b>Titres de créances</b>	<b>1,129,667.05</b>
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	1,129,667.05
Bons du Trésor	-
Autres TCN	-
Autres Titres de créances	1,129,667.05
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-
<b>Autres actifs : Loans</b>	<b>-</b>
<b>Passif</b>	
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	<b>-</b>
Actions	-
Obligations	-
Autres	-
<b>Hors-bilan</b>	
<b>Opérations de couverture</b>	
Taux	2,131,680.00
Actions	-
Autres	-
<b>Autres opérations</b>	
Taux	-
Actions	1,111,500.00
Autres	1,251,072.70

## Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
<b>Actif</b>				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	3,959,751.86	-	2,014,724.53	-
Titres de créances	299,286.29	-	830,380.76	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	493,634.74
<b>Passif</b>				
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>				
Opérations de couverture	2,131,680.00	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

## Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	[0 - 3 mois]	]3 mois - 1 an]	]1 - 3 ans]	]3 - 5 ans]	> 5 ans
<b>Actif</b>					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	5,974,476.39
Titres de créances	-	-	-	-	1,129,667.05
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-	-
Comptes financiers	493,634.74	-	-	-	-
<b>Passif</b>					
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>					
Opérations de couverture	-	-	-	-	2,131,680.00
Autres opérations	-	-	-	-	-

## ARC PATRIMOINE

### Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	USD	AUD	GBP
<b>Actif</b>			
Dépôts	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	2,649,292.13	-	594,557.26
Obligations et valeurs assimilées	1,224,717.55	900,242.18	-
Titres de créances	-	-	-
Titres d'OPC	1,422,714.23	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-
Créances	20,677.54	-	-
Comptes financiers	80,941.02	-	24,240.99
<b>Passif</b>			
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-
Dettes	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>			
Opérations de couverture	-	-	-
Autres opérations	1,251,072.70	-	-

Seules les cinq devises dont le montant le plus représentatif composant l'actif net sont incluses dans ce tableau.

## Affectation des résultats

Catégorie de classe C (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-173,408.27	612,363.81
<b>Total</b>	<b>-173,408.27</b>	<b>612,363.81</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-173,408.27	612,363.81
<b>Total</b>	<b>-173,408.27</b>	<b>612,363.81</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
<b>Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat</b>		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-



## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-2,912,480.66	-2,775,183.85
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>-2,912,480.66</b>	<b>-2,775,183.85</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-2,912,480.66	-2,775,183.85
<b>Total</b>	<b>-2,912,480.66</b>	<b>-2,775,183.85</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

# ARC PATRIMOINE

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-4,447.30	48,755.69
<b>Total</b>	<b>-4,447.30</b>	<b>48,755.69</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-4,447.30	48,755.69
<b>Total</b>	<b>-4,447.30</b>	<b>48,755.69</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
<b>Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat</b>		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

**Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes**

	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2019
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-221,928.81	-174,749.15
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>-221,928.81</b>	<b>-174,749.15</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-221,928.81	-174,749.15
<b>Total</b>	<b>-221,928.81</b>	<b>-174,749.15</b>
<b>Information relative aux titres ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

## Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices

### Catégorie de classe C (Devise: EUR)

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>Valeur liquidative (en EUR)</b>					
Parts C	4.98	5.11	4.56	4.78	<b>4.25</b>
<b>Actif net (en k EUR)</b>	51,575.40	74,894.51	60,654.87	41,252.74	<b>20,525.53</b>
<b>Nombre de titres</b>					
Parts C	10,354,591.000	14,642,766.000	13,295,130.442	8,617,001.617	<b>4,822,673.769</b>

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>Date de mise en paiement</b>					
<b>Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes</b> (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur résultat</b> (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Crédit d'impôt unitaire (*)</b> personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)</b>					
Parts C	0.22	0.01	-0.16	-0.32	<b>-0.60</b>
<b>Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)</b>					
Parts C	0.03	-	0.01	0.07	<b>-0.03</b>

(\*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

# ARC PATRIMOINE

## Catégorie de classe I (Devise: EUR)

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>Valeur liquidative (en EUR)</b>					
Parts C	104,259.58	108,014.73	97,177.70	102,805.46	<b>92,065.96</b>
<b>Actif net (en k EUR)</b>	1,146.86	2,160.29	3,284.61	2,267.89	<b>1,407.69</b>
<b>Nombre de titres</b>					
Parts C	11.000	20.000	33.800	22.060	<b>15.290</b>

Date de mise en paiement	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
<b>Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes</b> (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur résultat</b> (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Crédit d'impôt unitaire (*)</b> personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
<b>Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)</b>					
Parts C	231.14	-549.80	-4,081.64	-7,921.53	<b>-14,514.63</b>
<b>Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)</b>					
Parts C	395.54	661.63	1,217.51	2,210.14	<b>-290.86</b>

(\*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

## Inventaire des instruments financiers au 31 Décembre 2020

Éléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
<b>Actions et valeurs assimilées</b>				<b>6,872,852.84</b>	<b>31.34</b>
<b>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>				<b>6,872,852.84</b>	<b>31.34</b>
ALSTOM	7,800.00	46.61	EUR	363,558.00	1.66
AMAZON.COM INC	130.00	3,256.93	USD	346,042.99	1.58
ASTRAZENECA PLC	3,680.00	73.24	GBP	301,109.60	1.37
BNP PARIBAS	10,310.00	43.10	EUR	444,412.55	2.03
CISCO SYSTEMS INC	6,000.00	44.75	USD	219,443.41	1.00
CREDIT AGRICOLE SA	26,500.00	10.32	EUR	273,480.00	1.25
DELTA AIR LINES INC	7,800.00	40.21	USD	256,334.44	1.17
EMERSON ELECTRIC CO	4,600.00	80.37	USD	302,155.20	1.38
FEDEX CORP	1,535.00	259.62	USD	325,705.28	1.48
INFINEON TECHNOLOGIES AG	11,300.00	31.39	EUR	354,707.00	1.62
KBC GROUP NV	6,750.00	57.28	EUR	386,640.00	1.76
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	950.00	510.90	EUR	485,355.00	2.21
MICROSOFT CORP	1,945.00	222.42	USD	353,567.00	1.61
NEXTERA ENERGY INC	4,400.00	77.15	USD	277,438.60	1.26
PRUDENTIAL PLC	19,500.00	13.47	GBP	293,447.66	1.34
SALESFORCE.COM INC	1,430.00	222.53	USD	260,077.56	1.19
SANOFI	3,830.00	78.70	EUR	301,421.00	1.37
SIEMENS HEALTHINEERS AG	6,915.00	41.98	EUR	290,291.70	1.32
TEXAS INSTRUMENTS INC	2,300.00	164.13	USD	308,527.65	1.41
TOTAL SE	11,415.00	35.30	EUR	402,949.50	1.84
VIVENDI	12,365.00	26.38	EUR	326,188.70	1.49
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>				<b>5,974,476.39</b>	<b>27.24</b>
<b>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>				<b>5,974,476.39</b>	<b>27.24</b>
AT&T INC 20-31/12/2060 FRN	300,000.00	100.91	EUR	310,325.19	1.41
AUSTRALIAN GOVT. 2.75% 15-21/06/2035	1,200,000.00	118.84	AUD	900,242.18	4.10
BP CAPITAL PLC 20-22/06/2169 FRN	300,000.00	106.77	EUR	325,578.33	1.48
EDP SA 19-30/04/2079 FRN	400,000.00	110.09	EUR	452,689.81	2.06
ENGIE 20-31/12/2060 FRN	300,000.00	101.96	EUR	306,335.84	1.40
FEDEX CORP 4.25% 20-15/05/2030	300,000.00	121.51	USD	299,365.64	1.36
HOLCIM FINANCE L 0.5% 20-23/04/2031	400,000.00	100.55	EUR	402,427.62	1.83
ICADE SANTE SAS 1.375% 20-17/09/2030	300,000.00	107.19	EUR	322,804.15	1.47
ITALY BTPS 2.8% 18-01/12/2028	660,000.00	119.49	EUR	790,430.72	3.60
OMV AG 20-31/12/2060 FRN	300,000.00	105.27	EUR	318,796.40	1.45

# ARC PATRIMOINE

## Inventaire des instruments financiers au 31 Décembre 2020

Eléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
ORACLE CORP 2.95% 20-01/04/2030	300,000.00	111.91	USD	276,276.27	1.26
PROLOGIS LP 1.25% 20-15/10/2030	400,000.00	98.81	USD	324,562.95	1.48
SCHLUMBERGER HLD 3.9% 19-17/05/2028	350,000.00	112.92	USD	324,512.69	1.48
SPIE SA 2.625% 19-18/06/2026	300,000.00	104.93	EUR	319,129.64	1.46
SUEZ 19-31/12/2059 FRN	300,000.00	99.82	EUR	300,998.96	1.37
<b>Titres de créances</b>				<b>1,129,667.05</b>	<b>5.15</b>
<b>Négociés sur un marché réglementé ou assimilé</b>				<b>1,129,667.05</b>	<b>5.15</b>
<b>Autres Titres de Créances</b>				<b>1,129,667.05</b>	<b>5.15</b>
KBC GROUP NV 17-18/09/2029 FRN	400,000.00	104.14	EUR	418,513.10	1.91
SOCIETE GENERALE 18-23/02/2028 FRN	400,000.00	101.78	EUR	411,867.66	1.88
UPM-KYMMENE OYJ 0.125% 20-19/11/2028	300,000.00	99.75	EUR	299,286.29	1.36
<b>Titres d'OPC</b>				<b>7,269,999.42</b>	<b>33.14</b>
<b>OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne</b>				<b>7,269,999.42</b>	<b>33.14</b>
ARC ACTION SANTE INNOVANTE 10C	1,300	663.55	EUR	862,615.00	3.93
ARC ACTIONS RENDEMENT	5,000	122.66	EUR	613,300.00	2.80
ARC FLEXIBOND 13C	16.885	102,412.33	EUR	1,729,232.19	7.88
BMO INVESTMENTS III IRELAND PLC	60,000	12.72	EUR	763,200.00	3.48
ISHARES CHINA CNY BOND USD-D	170,000	5.35	USD	742,717.50	3.39
ISHARES USD TREASURY B-7-10	3,800	218.95	USD	679,996.73	3.10
ISHS CO EUR COR EUR SHS EUR ETF	8,800	136.46	EUR	1,200,848.00	5.48
MUL LY E710Y IG SHS-ACC-CAPITALISATION	3,500	193.74	EUR	678,090.00	3.09
<b>Instruments financiers à terme</b>				<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Futures</b>				<b>-11,420.01</b>	<b>-0.05</b>
EURO-BUND FUTURE 08/03/2021	-12.00	177.64	EUR	-9,360.00	-0.04
EURO FX CURR FUT (CME) 15/03/2021	10.00	1.22	USD	16,539.99	0.08
EURO STOXX BANKS (SX7E) 19/03/2021	300.00	74.10	EUR	-18,600.00	-0.08
<b>Appels de marge</b>				<b>11,420.01</b>	<b>0.05</b>
<b>Créances</b>				<b>249,968.04</b>	<b>1.14</b>
<b>Dettes</b>				<b>-57,382.41</b>	<b>-0.26</b>
<b>Dépôts</b>				<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres comptes financiers</b>				<b>493,634.74</b>	<b>2.25</b>
<b>TOTAL ACTIF NET</b>			<b>EUR</b>	<b>21,933,216.07</b>	<b>100.00</b>